

## RESEARCH OUTPUTS / RÉSULTATS DE RECHERCHE

### Indemnité parlementaire et rétribution maximale des mandataires locaux en 2011

Barcena-Fernandez, François-Xavier

*Published in:*  
Bulletin social et juridique

*Publication date:*  
2011

*Document Version*  
le PDF de l'éditeur

[Link to publication](#)

*Citation for pulished version (HARVARD):*

Barcena-Fernandez, F-X 2011, 'Indemnité parlementaire et rétribution maximale des mandataires locaux en 2011', *Bulletin social et juridique*, Numéro 451, p. 14.

#### General rights

Copyright and moral rights for the publications made accessible in the public portal are retained by the authors and/or other copyright owners and it is a condition of accessing publications that users recognise and abide by the legal requirements associated with these rights.

- Users may download and print one copy of any publication from the public portal for the purpose of private study or research.
- You may not further distribute the material or use it for any profit-making activity or commercial gain
- You may freely distribute the URL identifying the publication in the public portal ?

#### Take down policy

If you believe that this document breaches copyright please contact us providing details, and we will remove access to the work immediately and investigate your claim.

# Indemnité parlementaire et rétribution maximale des mandataires locaux en 2011



Quel est le montant que les membres des assemblées législatives sont autorisés à percevoir en rétribution des mandats, fonctions ou charges publiques d'ordre politique exercés en dehors de leur mandat parlementaire ? Par un avis publié au *Moniteur belge* le 30 décembre dernier, ce montant a été fixé à 56.515,52 €<sup>1</sup> au maximum, ce qui correspond à 50 % de l'indemnité parlementaire<sup>2</sup>.

En conséquence, et en ce qui concerne les mandataires locaux, la rémunération maximale qu'ils pourront percevoir en 2011 en raison de leurs mandats originaires, mandats dérivés, mandats, fonctions et charges publics<sup>3</sup> ne pourra pas dépasser le montant de 169.546,56 € brut, soit une fois et demie le montant de l'indemnité parlementaire, et ce conformément à l'article L1122-7 du Cwadel pour les conseillers communaux, L1123-17 du Cwadel pour les bourgmestres et échevins, et 38 de la loi organique des C.P.A.S. du 8 juillet 1976 pour le président du C.P.A.S. et les conseillers de l'action sociale.